



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Politique de la ville et cohésion  
sociale

## Séance ordinaire du vendredi 31 juillet 2020

L'an deux mille-vingt et le trente et un juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Patricia WEBER. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Jacques MARTINIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Laurent JAOUL, Isabelle MARSALA, Anne RIMBERT, François RIO, Soune SERRE, Joël VERA

## **Politique de la ville et cohésion sociale - Quartiers d'été 2020 - Vacances apprenantes - Approbation du programme et demande de subventions pour les actions renforcées**

Madame Clara GIMENEZ, Vice-Présidente, rapporte :

La réouverture partielle voire incertaine des frontières les difficultés économiques, éducatives rencontrées par les habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville qui subissent de plein fouet la crise liée au COVID ou encore la perspective des vacances d'été à passer sur les quartiers ont été, dès la fin du confinement, des sujets d'inquiétude partagés tant à Montpellier que dans les autres villes et métropoles françaises.

Dès la mi-mai, un travail transversal, conduit par le service politique de la ville, avec les directions et services de la Ville et de la Métropole (cohésion sociale, maisons pour tous, PRE, culture, sports, jeunesse, éducation et CLSPD) a permis l'élaboration de projets renforcés s'inscrivant dans une continuité éducative et pour toute la durée de l'été.

L'objectif était de faire de cet été un été d'apprentissage, de découverte et de solidarité, de développer la culture et d'encourager les pratiques sportives. Les publics ciblés sont les jeunes de 3 à 18 ans des QPV et la période concernée est celle des deux mois d'été. La Ville et la Métropole de Montpellier ont souhaité privilégier des activités de proximité, permettant en particulier la mixité des publics et répondant aussi aux besoins des familles pendant toute la période des vacances scolaires. Il s'agit pour cet été de faire plus, de mobiliser les établissements tels que les maisons pour tous, le théâtre Jean Vilar, les médiathèques, de démultiplier les projets dans les 12 quartiers de la politique de la ville en proposant par exemple des stages sportifs ou des mini concerts du Conservatoire. La mise en œuvre de ces projets contribue également à une présence renforcée des services publics dans les quartiers pendant l'été.

En complément à la démarche, un recensement des projets associatifs a été réalisé. Il s'agit de projets initialement prévus durant l'année scolaire et non réalisés du fait du confinement et de projets nouveaux répondant à la demande formulée par l'Etat dans la circulaire du 8 juin 2020 pour des vacances apprenantes. Ces projets viennent s'inscrire et compléter l'offre proposée par la Ville et la Métropole.

Le programme, présenté en annexe, avec des actions portées soit par les services de la Ville et/ou de la Métropole, soit par des associations partenaires du contrat de ville, a ainsi été élaboré en lien avec les services de l'Etat (DDCS et DRAC).

Le périmètre d'intervention des actions présentées au titre du Plan Quartiers d'été 2020 est celui des 12 quartiers politiques de la ville mais également des zones à la périphérie de ceux-ci, dès lors que, conformément à la logique des quartiers vécus, ces équipements et actions profitent aux habitants des quartiers politique de la ville.

Il est proposé de solliciter, pour chacun des projets portés par les services de la Métropole et de la Ville, l'Etat afin de mobiliser les subventions les plus larges possibles.

### **En conséquence, il est proposé au Conseil :**

- d'approuver la programmation des projets indiqués dans le tableau ci-annexé ;
- de solliciter toute subvention, en particulier auprès de l'Etat, pour la réalisation des projets portés par la collectivité ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 06/08/20

Pour extrait conforme,

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 7 août 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200731-135929-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 07/08/20

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Annexe Délib.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.